

J'aimerais dire un mot au ministre. J'aimerais bien le voir essayer de faire avaler toutes ces balivernes au public canadien un samedi soir à la télévision. Il dit des bêtises et il le sait très bien. Personne n'a rien à redire contre les réalisations de Petro-Canada. Par ailleurs, on peut raisonnablement prétendre que l'entreprise privée aurait pu obtenir les mêmes résultats tout aussi bien.

Des voix: Oh!

M. Forrestall: Les socialistes de ce coin-ci aussi voudraient bien tout nationaliser immédiatement, mettre la main sur la richesse pour pouvoir la redistribuer. Et les socialistes de l'autre coin ont un tantinet la frousse, ne se décidant pas à s'arracher à cette couche socialiste où ils sont allés se vautrer il y a huit ou dix ans pour pouvoir réintégrer la société normale. Ils n'arrivent pas à se faire une droiture électrolaire.

On en a eu un bel exemple cet après-midi. Il est évident que le NPD avait imposé Petro-Canada au gouvernement, qui n'en voulait pas. A l'époque, il y a des années de cela, il y avait de bons libéraux qui voulaient laisser sa place au secteur privé en des domaines d'une aussi grande importance pour le pays. Personne ne conteste ce que Petro-Canada fait. Je m'amuse toujours de voir le gouvernement s'attribuer le mérite des actions des autres. Personne ne prétend que les choses ne doivent pas se faire. La question est de savoir si une société de la Couronne peut les faire plus efficacement. Moi, je ne le crois pas. A l'époque cette société a peut-être joué un rôle utile comme canal d'investissement des centaines de millions de dollars qu'il a fallu injecter dans certains projets. Cela était et reste nécessaire, mais contrairement à ce que les porte-parole gouvernementaux prétendent, nous ne sommes pas dans la situation d'une opposition officielle niant la nécessité d'améliorer la sécurité de nos approvisionnements pétroliers, de développer des ressources nouvelles ou de conserver et mettre en valeur les ressources existantes.

Le ministre a raison encore une fois—il a toujours raison, ou du moins à moitié—quand il dit que nous n'en sommes pas encore à une véritable crise pétrolière. La crise que nous subissons est une crise de gestion. Je n'ai pas à rappeler au ministre, je n'ai pas à remonter à l'époque du général Eisenhower et au rôle qu'il a joué vis-à-vis du dilemme actuel. Quand il a supprimé notre système de contingentement, mon très honorable ami de Prince-Albert (M. Diefenbaker) a adopté une politique pétrolière qui avait beaucoup de sens à l'époque. Elle a satisfait les besoins du pays, elle les a bien satisfaits. Elle avait du sens. Les conséquences heureuses du développement et du confortement de l'industrie pétrolière de l'Ouest ont été nettement démontrées, et le ministre dit des bêtises quand il veut nous faire croire le contraire. La crise est une crise de gestion et non pas d'approvisionnement, quoique la rupture d'approvisionnement risque d'arriver.

● (1650)

Personne ne croit le gouvernement, et personne ne peut le croire. Même lorsqu'il nous a assuré qu'il n'y avait pas de problèmes, pas seulement pour le pétrole, mais sur toute une gamme de questions, nous nous sommes bien rendu compte dans les jours et les mois qui ont suivi qu'il y avait en fait une crise. Le problème récent du pétrole n'est qu'un exemple, même si c'est un exemple classique.

Approvisionnements d'énergie

Le programme de compensation, que le leader du gouvernement à la Chambre a dû venir tirer au clair, est évidemment nécessaire, et personne ne prétend le contraire ou y trouve à redire. Le très honorable représentant de Prince-Albert savait et d'autres ont constaté depuis qu'il faudrait prendre des mesures pour remédier à l'absence de sécurité pour l'approvisionnement en pétrole de l'Est du Canada. Le ministère de l'Expansion économique régionale dépense des centaines de millions de dollars pour créer une base industrielle dans les provinces atlantiques. Il n'est pas étonnant que les gens soient déçus et frustrés par la politique du gouvernement qui, lorsqu'il fait quelque chose qui semble positif, prend par ailleurs des mesures qui enlèvent toute efficacité à son action initiale.

Il faut constamment rappeler au ministre qu'il y a de gros consommateurs industriels d'énergie dans les provinces atlantiques. D'une part, le MEER fait tout ce qu'il peut pour stimuler l'économie de ces provinces, mais d'autre part le coût de l'énergie atteint des niveaux astronomiques. Par exemple, les 3.9 kilowatts heures d'électricité qui coûtent par mois, \$139,104 à une entreprise industrielle installée en Nouvelle-Écosse lui coûteraient \$66,000 à Québec, \$76,000 de façon générale en Ontario, \$71,000 au Manitoba, \$61,000 en Saskatchewan, \$75,000 en Alberta, \$58,000 en Colombie-Britannique, \$99,000 à Terre-Neuve, et \$101,000 au Nouveau-Brunswick. Comment peut-on espérer établir une base industrielle sans des approvisionnements en énergie qui soient à la fois bon marché, faciles d'accès et sûrs?

Le gouvernement assure qu'il fait tout. Bien sûr, il fait beaucoup, mais pourquoi n'a-t-il pas fait tout «cela» après le coup de massue asséné à l'est du Canada, en 1973 et en 1974? Nulle part ailleurs au Canada, l'impact du conflit israélo-arabe n'a été ressenti avec plus de force que chez nous, dans les provinces de l'Atlantique. En quelques mois, les prix ont quadruplé. Dieu sait ce qu'ils sont aujourd'hui, le pétrole qui arrive à Dartmouth coûte près de \$17.50 le baril.

Afin que les députés comprennent bien les raisons de notre inquiétude, et qu'ils sachent pourquoi nous n'apprécions pas qu'on vienne nous dire que tout va bien lorsque nous savons pertinemment que tout va mal, je m'explique. A Charlottetown, à l'Île-du-Prince-Édouard, les ménages vont payer ce mois-ci, qui est l'un des mois les plus froids des annales canadiennes, plus de \$60 pour 1,000 kilowatts-heures. A Halifax, ce prix est de \$48.20, à Fredericton de \$41.14 et à Montréal de \$26.35. Dans les autres villes comme St. Catharines, il est de \$28.95, à Brandon de \$31, à Saskatoon de \$28, à Calgary de \$25 et à Victoria de \$34.

Je me demande ce que ces chiffres représentent pour le ministre? Bien sûr, il s'inquiète. Je le sais, puisqu'il a demandé au géant de Cap-Breton de s'adresser aux gens de l'Est, car personne ne croit plus ce qu'il dit. Il y a une crise de direction. Pourquoi le ministre n'a-t-il pas installé des instruments en place pour remédier à la situation il y a de cela six ans? La société Petro-Canada existe certes, mais grand Dieu on n'entend parler que depuis les dernières 72 heures. Elle a bien su dépenser l'argent du contribuable, et sans doute fallait-il le faire en partie.